

ÉCOLOGIE

Que proposent les candidats ?

François Bayrou

François Hollande

Eva Joly

Marine Le Pen

Jean-Luc Mélenchon

Nicolas Sarkozy...

2012

Présidentielle

Extrait de la publication

ÉCOLOGIE

Que proposent les candidats ?

François Bayrou, François Hollande, Eva Joly,
Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Nicolas Sarkozy...

Vous trouverez dans ce livre citoyen une information de première main : des extraits choisis de discours et de programmes des candidats à l'élection présidentielle sur le thème de l'écologie. À droite, à gauche, au centre et aux extrêmes, chacun défend son point de vue. Faut-il sortir du nucléaire ? Comment lutter efficacement contre le réchauffement climatique ? Quels sont les efforts à faire pour gérer des ressources qui s'épuisent et préserver notre environnement ? Un tour d'horizon indispensable pour s'informer, comprendre et comparer avant d'aller voter.

Ouvrage dirigé par David d'Équainville.

2012
Présidentielle

Conception graphique : Kamy Pakdel
Illustration de couverture : © Plainpicture
Imprimé et broché en Italie

ÉCOLOGIE

Que proposent les candidats ?

2012
Présidentielle

*Merci à Cécile Faudais, Sylvain Levieux,
France Mochel et Adèle Phelouzat.*

ÉCOLOGIE

Que proposent les candidats ?

Sous la direction de

David d'Équainville

Avec la collaboration de Jihad Gillon

2012

Présidentielle

Éditions Autrement

Avertissement

Dans une élection à la majorité, la nécessité de réunir le plus de voix démultiplie les programmes des candidats en autant de discours qu'il y a de problématiques. C'est un jeu à facettes qui éclaire le citoyen, mais peut aussi l'aveugler. Une fois prononcé, un discours est-il digne de foi ? Il faut bien que les mots aient une valeur et que les promesses faites engagent le président élu à « rembourser » les citoyens du crédit qu'ils lui ont octroyé.

Dits, les mots agissent. Trahis, ils se taisent. La langue de bois illustre bien ce principe qui dilue la force d'une expression. Si elle veut durer, la parole publique se doit d'être engageante. Sans confiance, point de transactions. Les discours des candidats sont les frontières d'un monde. Avant de s'y aventurer, il convient d'en explorer tous les contours. Les propos de nos hommes politiques ne sont pas des apparences qui fabriquent des opinions, un simulacre de vérité, des petites phrases sitôt dites, sitôt oubliées. Ce sont des obligations, des dettes à rembourser. Et la responsabilité des électeurs est, par tous les moyens démocratiques, de s'en assurer.

Les principaux protagonistes

NATHALIE ARTHAUD

Lutte ouvrière

Porte-parole de Lutte ouvrière

Conseillère municipale à Vaulx-en-Velin

FRANÇOIS BAYROU

Mouvement démocrate (Modem)

Président du Modem

Député de la 2^e circonscription des Pyrénées-Atlantiques

CHRISTINE BOUTIN

Parti chrétien-démocrate (PCD)

Présidente du Parti chrétien-démocrate

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Mouvement républicain et citoyen (MRC)

Président d'honneur du MRC

Sénateur du Territoire de Belfort

NICOLAS DUPONT-AIGNAN

Debout la République (DLR)

Président de Debout la République

Député de la 8^e circonscription de l'Essonne

Maire d'Yerres

FRANÇOIS HOLLANDE

Parti socialiste (PS)

Président du Conseil général de la Corrèze

Député de la 1^{re} circonscription de la Corrèze

EVA JOLY

Europe Écologie – les Verts (EELV)

Députée européenne

CORINNE LEPAGE

Cap21

Présidente de Cap21

Députée européenne

MARINE LE PEN

Front national (FN)

Présidente du Front national

Conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais

Députée européenne

JEAN-LUC MÉLENCHON

Front de gauche

Coprésident du bureau national du Parti de gauche

Député européen

HERVÉ MORIN

Nouveau Centre (NC)

Président du Nouveau Centre

Député de la 3^e circonscription de l'Eure

Maire d'Épaignes

Conseiller général de l'Eure

FRÉDÉRIC NIHOUS

Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT)

Président de Chasse, pêche, nature et traditions

Conseiller régional d'Aquitaine

PHILIPPE POUTOU

Nouveau parti anticapitaliste (NPA)

NICOLAS SARKOZY

Union pour un mouvement populaire (UMP)

Président de la République

DOMINIQUE DE VILLEPIN

République solidaire (RS)

Introduction

L'écologie est la relation à l'avenir de la politique. Nul ne peut contester que des choix déterminants sont à faire, qu'un ensemble de mesures essentielles sont à prendre pour que le monde ne bâtit pas un horizon fait de décombres. Car une société dont le sort a été lié dès l'origine à la disponibilité de l'énergie, notamment des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon), à leur abondance et à leur faible prix, une société qui fait de la production et de la consommation les principaux indicateurs du bon développement d'un pays ne peut faire l'économie d'une réflexion sur les usages de ressources limitées. À la veille des années 1960, le géophysicien américain Marion King Hubbert prédisait déjà pour le monde un pic pétrolier inévitable (lorsque la production de pétrole plafonne avant de commencer à décliner du fait de réserves insuffisantes).

En réalité, on l'oublie parfois, mais la prise de conscience des enjeux de l'écologie et des conséquences pour l'humanité de nos modes de vie remonte à quarante ans. À cette époque, le discret journaliste Pierre Fournier avertissait ses contemporains indifférents : « Ce réel que nous avons cru employer se redresse et nous gifle la gueule. Va falloir

compter avec la “nature”, autour de nous, en nous. Chercher un *modus vivendi*. Signer l’armistice. » Dans un style forcément plus académique, la Commission mondiale sur l’environnement et le développement précise en 1987 les bases d’une notion aujourd’hui largement médiatisée : le développement durable, « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». L’armistice n’est pas encore signé, mais les institutions se réveillent. Un an plus tard, en 1988, le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (que l’on appelle couramment le Giec) est créé à l’initiative de l’Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations unies pour l’environnement. Ce groupement d’experts internationaux publie plusieurs rapports. Le troisième, en 2001, établit la responsabilité humaine dans le phénomène de réchauffement climatique observé, ainsi qu’une aggravation de la hausse des températures. Selon le Giec, la liste des conséquences de ce réchauffement est longue : multiplication des événements météorologiques extrêmes (canicule, inondation), crise sanitaire, production agricole malmenée, biodiversité menacée... La banquise fond. L’eau dans les régions sèches se fait rare, envahissante dans les régions humides. L’expertise du Giec sonne le tocsin. Les pays développés se voient sommés de s’interro-

ger sur les instruments réglementaires (normes, lois) ou incitatifs (subventions, taxes), sur tous les dispositifs à mettre en place pour répondre à la question vitale de notre avenir énergétique, passage obligé de tous les enjeux écologiques et sociétaux de demain. C'est un réveil qui, pour une fois, n'est ni militant ni scientifique, mais politique. En France, le développement durable installe les parties prenantes de la société – État, collectivités, associations, syndicats, entreprises – à la table des négociations. Peu après son élection, Nicolas Sarkozy s'empare de l'écologie et lance un Grenelle de l'environnement afin d'établir une liste de priorités pour le pays. Lorsque, le 22 mars 2010, le gouvernement décide de subordonner la mise en œuvre de la taxe carbone à un accord européen, la fondation Nicolas-Hulot quitte le débat et déclare par la suite dans une lettre ouverte : « L'abandon pur et simple de la taxe carbone, alors qu'un processus de concertation était en cours, est symptomatique d'un net recul de la classe politique qui, à droite comme à gauche, n'a pas pris la mesure des enjeux écologiques, et les considère essentiellement comme une variable d'ajustement politique. » Deux lois verront toutefois le jour, la loi Grenelle I (août 2009) et la loi Grenelle II (juillet 2010), largement contestées. À l'occasion d'un rapport officiel d'évaluation sur le Grenelle de l'environnement, des associations (Amis de la Terre,

Greenpeace, Réseau Action Climat) manifestent leur mécontentement et publient en novembre 2010 un contre-bilan : « Les petites avancées que le gouvernement affiche ne doivent pas masquer l'absence criante de mesures de rupture, structurantes et réellement efficaces. »

L'écologie n'est pas un sujet politique qui se contente de mesures. Son intention fondamentale est de réclamer des réponses systémiques, un ensemble cohérent. L'écologie interroge la valeur que nous donnons aux choses, à la nature, à l'homme et à ses différentes définitions, au prix que nous sommes prêts à payer pour le maintien sous le contrôle ou non de hautes technologies, de nos consommations. Investissant progressivement le champ politique, l'écologie est devenue le nouveau combat idéologique du XXI^e siècle, conférant aux programmes des candidats la valeur de professions de foi.

DAVID D'ÉQUAINVILLE

Note : La présentation des extraits s'organise selon le poids politique potentiel de chaque formation et sa place dans le débat public, le président de la République en premier. Les candidatures retenues sont celles qui sont arrêtées au 15 décembre 2011.

Le nucléaire

En 2009, Nicolas Sarkozy confirmait le lancement du projet de construction d'une deuxième centrale de type EPR (European Pressurised Water Reactor) à Penly, en Seine-Maritime. Malgré l'accident de Fukushima en 2011, et le désengagement du nucléaire de l'Allemagne, l'Italie et la Suisse, le président a réaffirmé sa volonté de continuer à investir dans ce secteur. Avec un parc composé de 58 réacteurs, la France a fait du nucléaire, depuis le premier choc pétrolier en 1973, l'une des principales ressources énergétiques du pays. Mais la nature très polluante des déchets (que ni la recherche ni la technologie n'ont réussi à traiter de façon convaincante) et les risques d'accidents potentiels font de ce choix une question plus que jamais polémique.

NICOLAS SARKOZY

Le 20 octobre 2011. Extrait du discours prononcé à l'occasion du quatrième anniversaire du Grenelle de l'environnement, à Changé (Mayenne).

« Nous payons notre électricité 50 % moins cher qu'en Allemagne et la moitié de l'électricité produite en Allemagne, c'est du charbon. [...] L'électricité française est donc l'une des plus faiblement émettrices de CO₂ au monde : 30 millions de tonnes de CO₂. Si la France possède une électricité plus propre et moins chère, elle le doit à son parc nucléaire. [...] J'entends que nous nous donnions les moyens de continuer à garantir les plus hauts niveaux de sûreté au monde. Un milliard d'euros [...] seront donc consacrés à l'amélioration de la sûreté sur l'ensemble de la filière nucléaire. »

—

Le 3 septembre 2010. Extrait de déclarations prononcées à l'occasion d'une table ronde sur la politique industrielle de la France, sur le site de Valinox nucléaire, à Montbard (Côte-d'Or).

« La filière nucléaire est une filière d'excellence française. [...] Je ne serai pas celui qui la remet en question, mais nous serons ceux qui la développeront. [...] Le nucléaire est une énergie propre. Ça ne veut pas dire que la France doit faire exclusivement du nucléaire. La France doit faire aussi de l'énergie

renouvelable. Mais [il n'existe] pas une personne sérieuse qui peut dire aujourd'hui que les 62 centrales nucléaires en activité ou en chantier peuvent être remplacées par du solaire, par de l'éolien, ou par des biocarburants. »

—

FRANÇOIS HOLLANDE

Le 18 septembre 2011. Extrait d'un entretien accordé aux étudiants du Centre de formation des journalistes, à Paris.

« Il faut faire un audit de toutes les centrales, c'est ce qui est en train d'être engagé, et prendre des décisions sur les plus vieilles centrales qui présentent le moindre risque. Deuxième décision à prendre, c'est de faire en sorte qu'il y ait [...] une moindre dépendance par rapport au pétrole mais [...] aussi par rapport à l'uranium, qui fournit les centrales. Et puis la troisième décision que nous avons à prendre, principe qui doit nous inspirer, c'est par rapport à l'environnement, à l'écologie. Il faut diversifier les sources d'énergie. [...] Il faut faire attention. Il faut que nous ayons une politique énergétique qui ne fasse pas, au bénéfice d'une diminution de la part du nucléaire, la part belle aux consommations de gaz et de charbon. »

—

Le 27 août 2011. Extrait d'une conférence de presse, lors des journées d'été du Parti socialiste à La Rochelle.

« Nous sommes à la fois pour une transition énergétique pour des raisons écologiques, mais aussi [...] parce que ça va être un levier de croissance. [...] Ce que fera le prochain président aura des conséquences au moins jusqu'en 2025. J'ai dit qu'en 2025 la part de production d'électricité d'origine nucléaire devait passer de 75 % à 50 %. C'est-à-dire le même effort que les Allemands ont engagé pour passer de 22 % à 1 ou 2 %. »

—

MARINE LE PEN

Septembre 2011. Extrait du projet « L'écologie au cœur du développement », sur le site marinelepen2012.fr.

« Maintenir l'indépendance énergétique de la France et ses bonnes performances en matière d'émission de CO₂ impose de conserver l'énergie nucléaire à moyen terme. »

—

Le 23 juin 2011. Extrait d'un débat avec Cécile Duflot (EELV) dans l'émission « Des paroles et des actes », sur France 2.

« Il n'y a pas d'énergie sans défauts. Toutes les éner-

gies ont leurs défauts, soit elles ne produisent pas assez, soit le coût est trop important, soit elles sont dangereuses. [...] Il faut continuer à investir dans la sécurisation des sites [nucléaires]. Il faut continuer à investir dans le retraitement des déchets, parce que probablement les énergies de substitution, celles qui permettront [...] de faire fonctionner notre industrie, peut-être que nous ne trouverons ces énergies que dans 30 ans ou 40 ans. Le jour où nous aurons, grâce aux investissements et à la recherche, trouvé une énergie [...] dans ces conditions-là nous aurons dépassé le nucléaire, et nous aurons bien fait de le dépasser. [...] L'Allemagne a décidé de sortir du nucléaire, [...] ce seront [...] 40 millions de CO₂ qui seront rejetés par an dans l'atmosphère avec le charbon. »

—

FRANÇOIS BAYROU

Le 29 novembre 2011. Extrait d'un entretien accordé au journal La Tribune.

« Si les scientifiques ont raison, la première menace, c'est celle du réchauffement de la planète par l'émission de gaz à effet de serre dus à l'utilisation massive de carburants fossiles. De manière stupéfiante, ce débat semble avoir disparu. La question du nucléaire doit être étudiée à cette aune. [...] Pour le nucléaire, si nous

avons de vraies assurances sur la sécurité des centrales – sécurité prise au sens large –, je considère que ce serait une bonne énergie de transition entre la situation actuelle et l'énergie la plus décarbonée possible dans trente, quarante, cinquante ans. J'espère qu'à une ou deux générations s'ouvrira le temps des énergies sans nuisance (solaire, éolien, hydrolien, biomasse, géothermie, hydrogène). Pour l'instant, le compte n'y est pas. Car s'il s'agit de remplacer la production d'électricité nucléaire par de l'électricité produite à partir du carbone fossile, on va à l'encontre de l'objectif principal que l'humanité doit poursuivre pour lutter contre le réchauffement climatique. Pour autant, les politiques ont le devoir de poser deux questions sur le nucléaire. Première question : est-ce que les opérationnels sont capables de maîtriser le disjoncteur ? C'est-à-dire d'être capables à 1 000 % d'interrompre la réaction nucléaire s'il y a un accident et, ensuite, d'être capables, la réaction interrompue, de continuer à refroidir le cœur pendant le temps nécessaire. Deuxième question tout aussi importante : existe-t-il un scénario crédible à l'échelle des prochaines générations de retraitement des déchets nucléaires ? [...] Je veux bien que l'on prenne le risque de confinement pendant trois ou quatre générations mais nous ne pouvons pas accepter que, pendant 10 000 à 20 000 ans, la planète se trouve soumise à cette menace silencieuse. [...] Il faut donc organiser un débat natio-

Bibliographie et sites Web

Ouvrages

Allègre C., *L'Imposture climatique*. Paris, Plon, 2010.

Frémaux A., *La Nécessité d'une écologie radicale*, Paris, Sang de la terre, 2011.

Garnier E., *Les Dérangements du temps*. Paris, Plon, 2010.

Laurent É., *Social-écologie*, Paris, Flammarion, 2011.

Nicolino F., *Qui a tué l'écologie ?*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011.

Réseau Sortir du nucléaire, *Sortir du nucléaire, c'est possible !*, Paris, Nova éditions, 2011.

Sites institutionnels

Programme des Nations unies pour l'environnement : <http://www.unep.org>

Ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement : <http://www.developpement-durable.gouv.fr>

Autorité de sûreté nucléaire : <http://www.asn.fr>

Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire : <http://www.hctisn.fr>

Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire : <http://www.irsn.fr>

Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité : <http://www.criirad.org>

Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs : <http://www.andra.fr>

Achévé d'imprimer en janvier 2012 par Grafica Veneta en Italie, pour le compte des éditions Autrement, 77 rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris.

Tél. : 01 44 73 80 00. Fax : 01 44 73 00 12.

Dépôt légal : janvier 2012. ISBN : 978-2-7467-3255-1.